



Service | Innovation | Rentabilité

Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017



Services partagés
Canada

Shared Services
Canada

Canada 

Table des matières

1.0	Introduction	3
1.1	Autorité, mandat et programmes	3
1.2	Méthode de présentation	3
1.3	Structure financière de Services partagés Canada	4
2.0	Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs	4
2.1	Changements importants touchant les autorisations	5
2.2	Explications des écarts importants par rapport aux dépenses de l'année précédente	7
3.0	Risques et incertitude.....	8
4.0	Changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes.....	9
5.0	État des autorisations (<i>non vérifié</i>)	10
6.0	Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (<i>non vérifiées</i>).....	11
7.0	Glossaire	12

1.0 Introduction

Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses de 2017-2018](#) et le [Budget supplémentaire des dépenses \(B\) de 2017-2018](#). Services Partagés Canada (SPC) n'avait aucun poste d'inscrit au Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018. Ce rapport a été préparé par la direction tel qu'exigé par l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Le présent document n'a pas fait l'objet d'une vérification ou d'un examen externe.

1.1 Autorité, mandat et programmes

SPC a été créé le 4 août 2011 afin de transformer la façon dont le gouvernement du Canada gère son infrastructure de technologie de l'information (TI). SPC fournit aux ministères et aux organismes des services de courriel, de centres de données, de réseaux ainsi que des services liés aux appareils technologiques en milieu de travail, de façon regroupée et uniformisée, afin d'appuyer l'exécution des programmes et la prestation des services du gouvernement du Canada. L'approche pangouvernementale en matière de services d'infrastructure de TI permet à SPC de faire des économies d'échelle et d'offrir des services d'infrastructure de TI plus efficaces, fiables et sécurisés. SPC offre également certains services technologiques facultatifs à d'autres organisations, selon le principe de recouvrement des coûts.

SPC rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise de la ministre des Services publics et Approvisionnement Canada et ministre responsable de SPC. Grâce au regroupement d'effectifs, de ressources de TI et de biens provenant de 43 ministères et organismes fédéraux, SPC s'emploie à gérer et à améliorer l'efficacité, la fiabilité et la sécurité de l'infrastructure de TI du gouvernement. Une utilisation plus efficace de la technologie améliorera la productivité dans l'ensemble des ministères et aidera à concrétiser la vision de la fonction publique du 21e siècle telle que décrite dans [Objectif 2020](#).

Dans l'exercice de son mandat, SPC travaille en partenariat avec les intervenants clés des secteurs public et privé, met en œuvre des approches d'entreprise pour la gestion de services d'infrastructure de TI et recourt à des processus de gestion opérationnelle efficaces et efficaces.

Une explication détaillée des principaux pouvoirs législatifs et des principales responsabilités de SPC se trouve dans la [Loi sur Services partagés Canada](#).

L'architecture d'alignement des programmes (AAP) de SPC, telle qu'elle a été approuvée par le Conseil du Trésor du Canada, vise la réalisation du résultat stratégique suivant : Services d'infrastructure de TI modernes, fiables, sécurisés, opportuns et économiques à l'appui des priorités et de la prestation des programmes du gouvernement. Des changements importants ont été apportés à l'AAP de 2017-2018 de façon à déplacer les sous-programmes au niveau des programmes et d'ajouter deux nouveaux programmes. Des changements ont également été apportés aux titres et descriptions des éléments de l'AAP de façon à les rédiger dans un langage plus simple et compréhensible. En 2018-2019, l'AAP de SPC évoluera vers un cadre ministériel des résultats (CMR) selon la politique sur les résultats du Conseil du Trésor. Le CMR sera un document rédigé en langage simple qui décrira, à un haut niveau, les domaines dans lesquels SPC agit, les changements visés, la façon de mesurer et faire rapport des progrès réalisés.

Des renseignements supplémentaires sur l'autorité, le mandat, les responsabilités et les programmes de SPC se trouvent dans le [Budget principal des dépenses de 2017-2018](#) et le [Plan ministériel 2017-2018](#).

1.2 Méthode de présentation

Ce rapport financier trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du Ministère accordées par le Parlement et celles utilisées par le Ministère, conformément au *Budget principal des dépenses de 2017-2018* et au *Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2017-2018*. Ce rapport trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier, conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Le Ministère utilise la méthode de comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers ministériels annuels, qui font partie du processus du rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement demeurent en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses. La principale différence entre les rapports financiers trimestriels et les états financiers ministériels est le décalage entre le moment où les revenus et les dépenses sont constatés. Les rapports financiers trimestriels constatent les revenus seulement lorsque l'argent est reçu et les dépenses seulement lorsqu'elles sont payées. Les états financiers ministériels constatent les revenus lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses lorsqu'elles sont encourues. Dans ce dernier cas, les revenus sont donc comptabilisés même si l'argent n'a pas été reçu et les dépenses sont comptabilisées même si elles n'ont pas été payées.

1.3 Structure financière de Services partagés Canada

SPC est doté d'une structure financière composée principalement d'autorisations budgétaires votées, notamment le Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement et le Crédit 5 - Dépenses en capital, y compris les recettes nettes en vertu d'un crédit. Les autorisations législatives quant à elles sont constituées des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés (RASE). Les contributions aux RASE sont composées des contributions pour les employés de SPC, incluant les membres de la Gendarmerie royale du Canada.

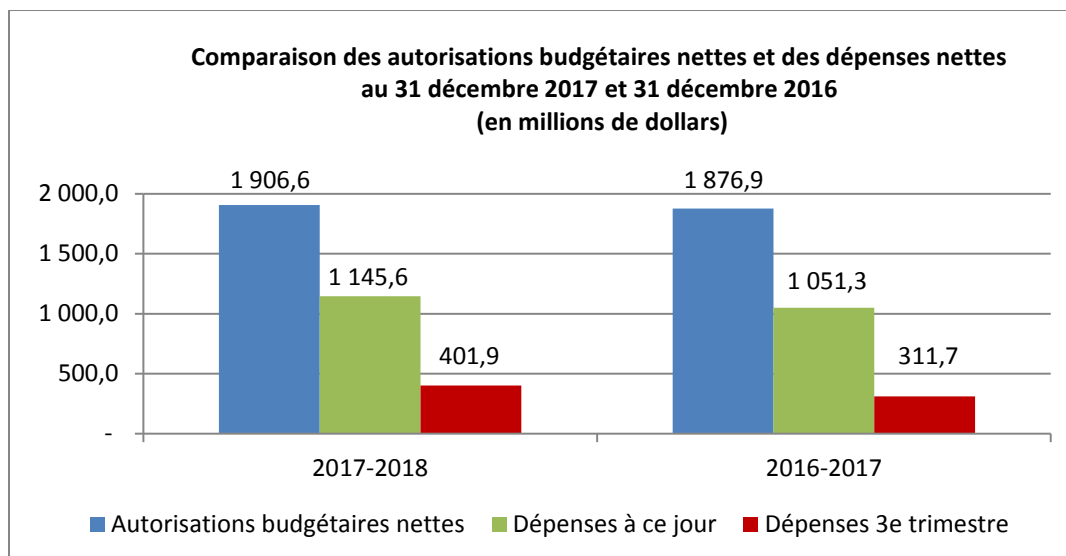
À la fin du troisième trimestre de 2017-2018, 93 pourcent du budget du Ministère était consacré à l'atteinte de ses objectifs de consolidation et de normalisation des TI, tout en veillant à gérer dans un cadre d'excellence opérationnelle les services d'infrastructure de TI actuels et futurs offerts au gouvernement du Canada. Le 7 pourcent restant était consacré aux services internes qui supportent les services fournis par SPC.

L'autorisation des recettes nettes en vertu d'un crédit pour 2017-2018 s'élève à 442,1 millions de dollars, ce qui comprend les revenus disponibles à dépenser pour les services d'infrastructure de TI fournis par SPC aux organisations partenaires ainsi qu'à d'autres organisations selon le principe du recouvrement des coûts.

2.0 Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Le graphique suivant présente une comparaison des autorisations budgétaires nettes disponibles, des dépenses cumulatives et des dépenses pour les trimestres terminés le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016, pour une combinaison du Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement, du Crédit 5 - Dépenses en capital et des autorisations législatives.

**Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017**



2.1 Changements importants touchant les autorisations

Pour la période terminée le 31 décembre 2017, les autorisations accordées au Ministère comprennent le Budget principal des dépenses, le Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2017-2018 et le financement provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor, tels que le report du budget de 2016-17 et le financement des négociations collectives. Les autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice 2017-2018 étaient de 1 906,6 millions de dollars à la fin du troisième trimestre, comparativement à 1 876,9 millions de dollars à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2016-2017, représentant une augmentation de 29,7 millions de dollars ou 1,6 pourcent. Cette augmentation totale consiste en la combinaison d'une augmentation de 34,9 millions de dollars du Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement, d'une augmentation de 38,1 millions de dollars du Crédit 5 - Dépenses en capital, d'une diminution des autorisations législatives budgétaires de 8,3 millions de dollars et d'une augmentation de 35,0 millions de dollars des recettes nettes en vertu d'un crédit qui a diminué le total des autorisations disponibles nettes.

SPC a reçu des autorisations supplémentaires approuvées dans le budget fédéral de 2016 pour les initiatives suivantes: mise à jour de la technologie d'infrastructure essentielle à la mission et appui de l'information et de l'infrastructure de TI du gouvernement du Canada. La majeure partie de ces autorisations a été reçue en 2016-2017 et la balance en 2017-2018.

Comparaison des autorisations budgétaires nettes pour les trimestres terminés le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016

Autorisations disponibles nettes (en millions de dollars)	2017-2018	2016-2017	Écart
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	1 783,4	1 748,5	34,9
Crédit 5 - Dépenses en capital	483,6	445,5	38,1
Recettes nettes en vertu d'un crédit	(442,1)	(407,1)	(35,0)
Postes législatifs (RASE)	81,7	90,0	(8,3)
Autorisations totales nettes	1 906,6	1 876,9	29,7

Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement (comprend les recettes nettes en vertu d'un crédit)

Le Crédit 1 du Ministère a augmenté de 34,9 millions de dollars, comparativement au troisième trimestre de 2016-2017, principalement dû à :

- Une augmentation de 43,6 millions de dollars liée au report du budget de fonctionnement de 2016-2017 reçu en 2017-2018 comparativement au report du budget de fonctionnement de 2015-2016 reçu en 2016-2017;
- Une diminution nette de 24,3 millions de dollars liée au financement reçu pour divers projets et initiatives, tels que :
 - la mise à jour de la technologie d'infrastructure essentielle à la mission (diminution de 51,1 millions de dollars);
 - la cybersécurité (diminution de 15,1 millions de dollars);
 - le système informatique de calcul de haute performance (augmentation de 18,0 millions de dollars);
 - les conventions collectives signées (augmentation de 17,7 millions de dollars);
 - l'expansion des contrôles de données biométriques du système de l'immigration du Canada (augmentation de 9,0 millions de dollars);
- Une augmentation de 13,5 millions de dollars liée au report du financement pour le système informatique de calcul de haute performance (8,7 millions de dollars), l'appui de l'information et de l'infrastructure de TI du gouvernement du Canada (3,8 millions de dollars), la mise à jour de la technologie d'infrastructure essentielle à la mission (0,7 million de dollars) et le projet du renouvellement de l'espace de travail (0,3 million de dollars);
- Une augmentation nette de 2,1 millions de dollars des transferts provenant des partenaires liés au financement de divers projets.

Crédit 5 – Dépenses en capital (comprend les recettes nettes en vertu d'un crédit)

Le Crédit 5 du Ministère a augmenté de 38,1 millions de dollars, comparativement au troisième trimestre de 2016-2017, principalement dû à :

- Une diminution de 69,6 millions de dollars liée au financement reçu pour divers projets et initiatives, tels que la mise à jour de la technologie d'infrastructure essentielle à la mission (30,1 millions de dollars) et le projet du campus Carling (29,4 millions de dollars);
- Une augmentation de 46,0 millions de dollars liée au report du budget des dépenses en capital de 2016-2017 reçu en 2017-2018 comparativement au report du budget des dépenses en capital de 2015-2016 reçu en 2016-2017;
- Une augmentation de 35,0 millions de dollars liée à la nouvelle autorisation de recettes nettes en vertu d'un crédit pour des dépenses en capital;
- Une augmentation de 19,9 millions de dollars liée au report du financement pour l'appui de l'information et de l'infrastructure de TI du gouvernement du Canada (12,3 millions de dollars) et pour le projet du campus Carling (7,6 millions de dollars);
- Une augmentation nette de 6,8 millions de dollars des transferts provenant des partenaires liés au financement de divers projets.

Poste législatif (RASE)

L'autorisation du Ministère pour les régimes d'avantages sociaux des employés (RASE) a diminué de 8,3 millions de dollars, principalement en raison des recettes nettes en vertu d'un crédit et du taux d'ajustement qui a diminué de 17,2 pourcent en 2016-2017 à 15,7 pourcent en 2017-2018 dans l'exercice de la mise à jour annuelle des niveaux de référence.

Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

2.2 Explications des écarts importants par rapport aux dépenses de l'année précédente

Comparativement à l'exercice précédent, les dépenses cumulatives à ce jour, pour la période terminée le 31 décembre 2017, ont augmenté de 94,3 millions de dollars, passant de 1 051,3 millions de dollars à 1 145,6 millions de dollars, tel que le démontre le tableau ci-après. Cela représente une augmentation de 9,0 pourcent par rapport aux dépenses enregistrées pour la même période en 2016-2017.

Comparaison des dépenses cumulatives à ce jour pour les trimestres terminés le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016

Dépenses cumulatives nettes (en millions de dollars)	2017-2018	2016-2017	Écart
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	1 177,1	1 089,2	87,9
Crédit 5 - Dépenses en capital	151,8	142,2	9,6
Recettes nettes en vertu d'un crédit	(245,4)	(248,1)	2,7
Postes législatifs (RASE)	62,1	68,0	(5,9)
Dépenses cumulatives nettes totales	1 145,6	1 051,3	94,3

Crédit 1 – Augmentation de 87,9 millions de dollars

L'augmentation nette des dépenses de fonctionnement, comparativement au troisième trimestre de 2016-2017, est principalement attribuable à ce qui suit :

- Les dépenses de personnel ont augmenté de 50,6 millions de dollars. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation du nombre d'employés de SPC en 2017-2018 et aux paiements de paye rétroactive pour l'exercice financier actuel et les précédents suite à la signature de nouvelles conventions collectives;
- Les dépenses de services de réparation et d'entretien ont augmenté de 32,1 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à deux nouveaux contrats pour des services d'entretien et de soutien liés au matériel informatique et aux logiciels informatiques. Cette augmentation est également attribuable à des dépenses liées à la mise à jour de la technologie d'infrastructure essentielle à la mission, qui n'ont pas débuté avant le second trimestre de 2016-2017, ainsi qu'à un changement dans les exigences opérationnelles ayant donné lieu à un changement de la nature des dépenses, passant de dépenses de transport et communications dans le crédit 5 à des dépenses de services de réparation et entretien dans le crédit 1;
- Les dépenses de services professionnels et spéciaux ont augmenté de 23,3 millions de dollars. Cette augmentation est principalement liée à des dépenses de consultants en technologie de l'information et télécommunications, incluant des dépenses liées à la mise à jour de la technologie d'infrastructure essentielle à la mission. Cette augmentation est également due à des dépenses liées à des conseils de gestion;
- Les acquisitions de machines et de matériel ont augmenté de 23,0 millions de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par le renouvellement d'un contrat pluriannuel pour le système informatique de calcul de haute performance pour lequel le premier paiement de la portion de la solution du système d'hébergement a été effectué dans le deuxième trimestre de 2017-2018;
- Les dépenses de transport et communications ont augmenté de 6,1 millions de dollars. Cette augmentation est principalement due à un décalage temporaire dans les paiements effectués pour des services de câblage, des services de téléphonie et des services de TI et télécommunications offerts dans les missions canadiennes à l'étranger. L'augmentation est également due à l'augmentation des coûts mensuels des services de télécommunications liés au centre de données de Borden et aux services de réseaux étendus du gouvernement du Canada ainsi qu'à l'augmentation des coûts des services de câblage;

Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

- Les dépenses de location ont diminué de 51,8 millions de dollars. Cette diminution est principalement due à un décalage temporaire des paiements effectués à IBM Canada pour un contrat de licence d'entreprise pour l'entretien et le support de produits offerts par IBM et pour un contrat consolidé pour du matériel informatique de l'unité centrale, des services d'entretien des logiciels et des services de soutien. La diminution s'explique également par la fin du contrat avec IBM Canada concernant la licence d'entreprise pour l'entretien et le support de produits offerts.

Crédit 5 – Augmentation de 9,6 millions de dollars

L'augmentation nette des dépenses en capital, comparativement au troisième trimestre de 2016-2017, est principalement attribuable à ce qui suit :

- Les dépenses de services professionnels et spéciaux ont augmenté de 11,9 millions de dollars. Cette augmentation est principalement due à un nouveau contrat lié au projet d'expansion du centre de données d'entreprise de Borden;
- Les dépenses de location ont augmenté de 6,5 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement d'un décalage temporaire entre les exercices financiers dans la réaffectation des paiements liés aux obligations relatives à un contrat de location-acquisition. L'augmentation est également attribuable aux dépenses liées à l'appui de l'information et de l'infrastructure de TI du gouvernement du Canada;
- Les dépenses de transport et communications ont diminué de 11,6 millions de dollars, principalement en raison d'un changement dans les exigences opérationnelles ayant donné lieu à un changement de la nature des dépenses, passant de dépenses de transport et communications dans le crédit 5 à des dépenses de services de réparation et entretien dans le crédit 1.

Poste législatif (RASE) – Diminution de 5,9 millions de dollars

Les dépenses de contributions aux RASE sont basées sur l'autorisation du RASE approuvée dans le Budget principal des dépenses. Puisque l'autorisation a diminué de 2016-2017 à 2017-2018, les dépenses ont également diminué comparativement au troisième trimestre de 2016-2017.

3.0 Risques et incertitude

Avec la progression de SPC quant à l'opérationnalisation de son plan de modernisation, la gestion des risques internes et externes est primordiale pour appuyer la planification stratégique et opérationnelle, ainsi que pour la prestation réussie des services que SPC offre aux organisations partenaires et aux autres organisations. SPC continue d'accroître ses fonctions habilitantes telles que la gestion financière, la gestion de projet et la gestion des ressources humaines, lesquelles sont essentielles à la mise en œuvre des plans de dépenses et à la réalisation des objectifs stratégiques.

SPC fait la promotion de pratiques de gestion financière efficaces et de la viabilité financière pour s'assurer d'avoir les ressources financières, les systèmes et les mécanismes de financement nécessaires pour assurer l'entretien des applications essentielles à la mission et financer les initiatives de modernisation. Le Ministère met également en place des mesures, comme le développement de stratégies de recrutement et de rétention qui mettent l'accent sur l'apprentissage, la formation continue, la requalification, l'assouplissement et la flexibilité des conditions de travail et la classification proactive, ainsi que des stratégies de renouvellement de l'effectif, pour s'assurer d'un effectif ayant les compétences et les capacités appropriées pour maintenir les besoins opérationnels actuels, transitoires et futurs.

Les risques additionnels qui pourraient influencer sur les plans de dépenses du Ministère, ainsi que les stratégies visant à atténuer ces risques, sont décrits dans le *Plan ministériel 2017-2018*.

4.0 Changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Depuis le 10 octobre 2017, Pankaj Sehgal et Raj Thuppal ont échangé leurs rôles. Pankaj Sehgal est devenu le sous-ministre adjoint de la Direction générale de la cybersécurité et de la sécurité de la TI et Raj Thuppal est devenu le sous-ministre adjoint de la Direction générale des réseaux et des utilisateurs finaux.

Depuis le 1^{er} décembre 2017, John A. Glowacki Jr., Chef de l'exploitation, a quitté le ministère. Un processus est en cours afin d'identifier un successeur.

À la fin du mois de décembre 2017, Dave Adamson, sous-ministre adjoint des projets spéciaux et du courtage en infonuagique, a pris sa retraite. Au même moment, la fonction de services de courtage en infonuagique a été transférée à la Direction générale des services de centres de données, sous la responsabilité de Ken Canam, le sous-ministre adjoint.

Approbation des hauts fonctionnaires

Original signé par

Ron Parker, président

Ottawa, Canada
Le 27 février 2018

Original signé par

Alain Duplantie, MBA, CPA, CGA
Sous-ministre adjoint principal,
Services ministériels et
Dirigeant principal des finances

Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

5.0 État des autorisations (*non vérifié*)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2017-2018			Exercice 2016-2017		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement						
Dépenses brutes de fonctionnement	1 783 398	381 969	1 177 078	1 748 516	389 988	1 089 156
Recettes nettes en vertu d'un crédit	(407 094)	(85 088)	(245 415)	(407 094)	(145 720)	(248 067)
Dépenses nettes de fonctionnement	1 376 304	296 881	931 663	1 341 422	244 268	841 089
Crédit 5 - Dépenses en capital						
Dépenses brutes en capital	483 645	83 833	151 864	445 493	45 199	142 236
Recettes nettes en vertu d'un crédit	(35 000)	-	-	-	-	-
Dépenses nettes en capital	448 645	83 833	151 864	445 493	45 199	142 236
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 688	21 229	62 073	90 014	22 251	68 018
Autorisations budgétaires totales	1 906 637	401 943	1 145 600	1 876 929	311 718	1 051 343

* Inclut seulement les autorisations disponibles pour être utilisées et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Services partagés Canada
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

6.0 Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (*non vérifiées*)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2017-2018			Exercice 2016-2017		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018*	Dépenses au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017*	Dépenses au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses :						
Personnel (incluant le RASE)	621 065	156 056	456 807	612 824	132 652	410 505
Transport et communications	529 839	122 654	319 035	478 978	134 355	324 502
Information	767	345	621	667	353	736
Services professionnels et spéciaux	246 002	73 879	158 409	235 084	54 845	123 245
Location	329 849	38 489	201 681	297 768	57 167	246 977
Services de réparation et d'entretien	109 834	28 818	97 108	144 387	21 250	63 898
Services publics, fournitures et approvisionnements	7 900	1 459	3 994	5 713	1 276	3 565
Acquisition de terrains, de bâtiments et travaux	3 150	-	-	1	-	-
Acquisition de machines et de matériel	497 292	66 775	146 651	502 904	59 374	123 558
Paiements de transfert	-	-	-	-	-	-
Service de la dette publique	-	-	-	-	-	-
Autres subventions et paiements	3 033	(1 444)	6 709	5 697	(3 834)	2 424
Dépenses budgétaires brutes totales	2 348 731	487 031	1 391 015	2 284 023	457 438	1 299 410
Moins les revenus affectés aux dépenses :						
Recettes nettes en vertu d'un crédit	442 094	85 088	245 415	407 094	145 720	248 067
Total des revenus affectés aux dépenses	442 094	85 088	245 415	407 094	145 720	248 067
Dépenses budgétaires nettes totales	1 906 637	401 943	1 145 600	1 876 929	311 718	1 051 343

* Inclut seulement les autorisations disponibles pour être utilisées et accordées par le Parlement à la fin du trimestre, réparties en fonction des données historiques financières.

7.0 Glossaire

Affectations bloquées

Les affectations bloquées servent à interdire l'utilisation de fonds déjà alloués par le Parlement. Il y a deux types d'affectations bloquées, à savoir :

- Permanentes : lorsque le Conseil du Trésor a ordonné une péremption des fonds à la fin de l'exercice financier;
- Temporaires : lorsqu'une affectation est bloquée jusqu'à ce que les conditions aient été respectées.

Architecture d'alignement des programmes (AAP)

Inventaire structuré de tous les programmes d'un ministère. Les programmes sont hiérarchisés de manière à mettre en lumière les relations logiques entre eux et les résultats stratégiques ministériels auxquels ces programmes contribuent.

Articles courants

Un système de comptabilisation qui classe et résume les dépenses par catégories, telles que le type de biens ou services acquis, aux fins de la surveillance et de l'établissement de rapports.

Autorisation de recettes nettes en vertu d'un crédit

Le pouvoir dont dispose Services partagés Canada pour recouvrer et dépenser les recettes gagnées et perçues, émanant de la prestation des services de la TI au sein du gouvernement.

Budget principal des dépenses

Chaque année, le gouvernement prépare le budget des dépenses pour justifier la demande adressée au Parlement visant à faire autoriser la dépense des fonds publics. Cette demande est officialisée par la présentation de projets de loi de crédits au Parlement. À l'appui de la *Loi de crédits*, le Budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenses (crédits) et les montants à inclure dans des projets de loi de crédits subséquents. Le Parlement doit approuver ces crédits avant que le gouvernement ne puisse donner suite à ses plans de dépenses.

Budget supplémentaire des dépenses

Le président du Conseil du Trésor dépose trois budgets supplémentaires des dépenses, généralement à la fin du printemps, à la fin de l'automne et au début du printemps, en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement de rajuster le Plan de dépenses du gouvernement fixé dans le budget des dépenses pour l'exercice concerné. Le Budget supplémentaire des dépenses sert à deux fins. D'une part, il sert à demander l'autorisation de réviser les niveaux de dépenses que le Parlement devra approuver dans une loi de crédits. D'autre part, il fournit au Parlement des renseignements sur les changements qui devront être apportés aux dépenses estimatives en vertu de lois précédemment adoptées par celui-ci. Chaque budget supplémentaire des dépenses est identifié par ordre alphabétique (A, B et C).

Comptabilité axée sur les dépenses

Une méthode comptable qui combine des éléments des deux méthodes comptables principales, la comptabilité de caisse et la comptabilité d'exercice. La méthode de la comptabilité axée sur les dépenses reconnaît les revenus lorsque l'argent est reçu et les dépenses lorsqu'un passif est engagé ou que l'argent est versé.

Convention collective

Une convention collective désigne une convention écrite, conclue en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, entre l'employeur et l'agent négociateur, qui renferme des dispositions concernant les conditions d'emploi et d'autres questions connexes.

Crédits / autorisations

Les autorisations de dépenses consistent en des approbations du Parlement qui consentent à des organismes gouvernementaux individuels le droit de dépenser jusqu'à un montant précisément défini. Les autorisations de dépenses sont fournies de deux façons : d'une part, par les lois de crédits annuelles qui déterminent les montants et les motifs généraux pour lesquels on peut dépenser des fonds; d'autre part, par d'autres statuts particuliers qui autorisent les paiements et établissent les montants ainsi que les périodes pendant lesquelles doivent avoir lieu ces paiements. Les montants autorisés aux termes des lois de crédits sont nommés dépenses votées, et les autorisations de dépenses accordées par d'autres statuts sont nommées autorisations législatives.

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement

Crédit qui couvre des dépenses quotidiennes, telles que les salaires, les services publics et les dépenses en capital secondaires.

Crédit 5 – Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont celles qui sont engagées pour l'acquisition ou le développement d'éléments qui correspondent à des immobilisations corporelles, selon la définition établie dans les conventions comptables du gouvernement. Ce crédit est généralement utilisé pour des dépenses en capital de plus de 10 000 dollars.

Méthode de comptabilité de caisse

La méthode de comptabilité de caisse reconnaît les revenus lorsqu'ils sont reçus et les dépenses quand elles sont payées.

Méthode de comptabilité d'exercice intégrale

Une méthode de comptabilité qui mesure la performance et la position d'une organisation en reconnaissant les événements économiques indépendamment du moment où les transactions en espèces se produisent. Par conséquent, la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale reconnaît les revenus lorsqu'ils sont gagnés (par exemple, lorsque les termes d'un contrat sont remplis) et les dépenses lorsqu'elles sont engagées.

Plan comptable à l'échelle de l'administration fédérale

Le Plan comptable fournit le cadre permettant d'identifier, de recueillir et de présenter les opérations financières de manière à satisfaire aux exigences de présentation de l'information ministérielle du gouvernement. Le Plan comptable renferme les comptes et codes pour tous les champs composant le bloc de codage à l'échelle de l'administration fédérale.

Plan ministériel

Le plan ministériel (auparavant connu sous le nom de Rapport sur les plans et les priorités) est le plan de dépenses de chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Il décrit les priorités ministérielles, les résultats attendus et les besoins en ressources connexes sur une période de trois ans à compter de l'exercice indiqué dans le titre du rapport.

Régime d'avantages sociaux des employés (RASE)

Le poste législatif « Régime d'avantages sociaux des employés » comprend les contributions que l'employeur verse au titre du Régime de pension de la fonction publique, du Régime de pension du Canada, du Régime des rentes du Québec, des prestations de décès et de l'assurance-emploi. Le taux du RASE change chaque année selon les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor et est exprimé en pourcentage du salaire.

Report du budget de fonctionnement

Un crédit central du Conseil du Trésor qui permet aux ministères de reporter à l'exercice suivant les fonds admissibles qui n'ont pas été utilisés pendant l'exercice actuel, jusqu'à concurrence de 5 pourcent du montant brut de leur affectation Budget de fonctionnement du Budget principal des dépenses.

Report du budget en capital

Un crédit central du Conseil du Trésor qui permet aux ministères de reporter à l'exercice suivant les fonds admissibles qui n'ont pas été utilisés pendant l'exercice actuel, jusqu'à concurrence de 20 pourcent de leurs affectations de fin d'exercice du crédit pour dépenses en capital tel qu'inscrit dans les Comptes publics.

Résultat stratégique

Un résultat stratégique est un avantage durable à long terme pour la population canadienne qui découle du mandat, de la vision et des fonctions principales d'un ministère.